

Agir localement pour l'emploi

8 octobre 2009

Propos liminaires pour se décomplexer

Un témoignage et une expertise, mais aussi échanger avec vous sur quelques intuitions :

- « Infoggara, passeurs de frontières » une méthode
- Maire d'un village sur un territoire en pleine mutation : la Seine et Marne
- Administrateur d'une mutuelle (la SMAM qui est sur le régime des indépendants)

La responsabilisation de tous les acteurs comme principe ?

Avant de parler stratégies, quelques interrogations liées à l'emploi.

L'emploi se précarise t-il ?

- Une augmentation des missions ponctuelles (CDD, intérim... = les classiques)
- Une externalisation des compétences : inciter à la création de son activité, provoquer une relation de prestataire (profil senior, statut d'auto entrepreneur...)
- Le travail comme variable d'ajustement social : travail dans la précarité (le RSA) ; travail et retraite... travail et lycée...
- Créer son activité pour échapper à la crise

Des frontières de plus en plus floues !

Des blocages classiques et récurrents de la société française liés :

- La place des jeunes
- La place des anciens
- La place des femmes
- La place des minorités
- Le droit à l'échec
- Le droit à l'initiative

Pourquoi faisons-nous moins bien que les autres pays européens ?

Une vision assez conservatrice du développement des territoires :

Prime à l'industrie, ayant besoin de beaucoup de main d'œuvre locale, sur une zone d'activité. Une vision du territoire largement dépassée. Le tissu économique français est composé, à 85%, de TPE avec moins de 10 salariés. Le développement économique : l'exclusif de quelques uns ?

Le développement économique est un tout, l'approche doit être globale !

- Emploi
- Formation
- Développement économique
- Observation
- Recherche et développement
- Infrastructures et équipement
- Qualité de vie et service
- ...

Si l'on ne considère pas ces différents leviers en même temps, alors on n'apporte pas une réponse pérenne aux territoires.

L'emploi, traitement territorial ?

Pourtant, comme pour beaucoup de choses, l'emploi devient de plus en plus la prérogative des collectivités qu'elles en soient conscientes ou non.

L'Etat se désengage inexorablement de nombre de ses prérogatives :

- L'agriculture et l'équipement ne font plus qu'un (des conséquences en cascade sur l'accompagnement des collectivités : on privatise le conseil !)
- Le traitement de la santé (le trou de la sécurité sociale que l'on repasserait bien aux mutuelles)
- L'éducation nationale (la réforme de l'université, demain des écoles maternelles Bouygues ?)
- Le traitement du social (RMI puis RSA) qui bascule sur les départements
- Le traitement de l'emploi (ANPE + Assedic = Pôle Emploi, le traitement administratif prime sur l'accompagnement personnalisé ?)

Les MDE : diagnostic, concertation, actions partagées : prime au territoire mais quelle(s) latitude(s).

Les lignes bougent !

De tous ces constats, l'on peut tirer quelques réflexions :

Les collectivités sont les premières impactées, effet cascade, la région aide moins le département qui aide moins les intercommunalités et les collectivités qui aident moins leurs administrés : le doute s'installe.

La succession des crises prouvent les limites de l'interventionnisme de l'Etat. Il ne pèse rien dans un monde global, il constate ses limites sur le plan national. Les solutions deviennent de plus en plus locales.

Le développement durable ne peut pas tout mais il suggère de réfléchir différemment. La mobilité des hommes et des compétences se conçoit différemment.

La Chine est le grand vainqueur du dernier G20, l'Europe est toujours un nain = l'emploi classique est en danger en France. Trouver les nouvelles voies du développement, les nouvelles compétences !

La gouvernance locale doit s'organiser différemment, l'élu seul ne peut rien, les politiques territoriales ne se décrètent pas unilatéralement. Il faut instaurer un dialogue social territorial. Partager pour agir ensemble.

La ressource humaine est au centre de l'entreprise mais aussi du territoire, il faut en prendre conscience ! Le capital humain n'est pas un capital comme les autres !

Entreprises et mutations de l'économie locale

Le dialogue social territorial

- Prendre conscience que l'on ne peut rien faire seul et que rien ne se décrète de manière unilatérale.
- Un diagnostic et un plan d'action partagés : apprendre à observer et en tirer des enjeux
- Travailler ensemble (même l'entreprise doit privilégier le dialogue avec ses salariés)
- Dépasser les clivages (formation, emploi, développement économique)
- Une gouvernance partagée
- Provoquer et utiliser les ressources locales

Entreprendre, un acte de plus en plus partagé.

Deux exemples

❖ Eco Vallée de la Marne

Apprendre à se parler

Monter un projet ensemble

Structurer une filière à partir de ressources locales (création ex nihilo)

Demain, former et recruter : le démonstrateur

Une mobilisation collective

❖ La maison de l'Emploi de Mulhouse : Transvers'Al : raisonner en stock et flux de compétences !

Une approche à l'opposé des schémas classiques : ce sont les acteurs de l'emploi qui prennent l'initiative, on part de constats, du recensement des compétences locales et l'on préfigure la création d'une filière !

La mobilisation de l'ensemble des acteurs

La mobilité de demain : principalement sur le territoire des compétences !

On fait ensemble

Dialogue sur les territoires

La MDEF de Sénart à la recherche d'une réponse complète à apporter aux entreprises : externaliser pour eux la gestion des ressources humaines. Une approche partagée désormais par la Maison de l'emploi de Nord Ouest (Marne la Vallée).

Deux outils

- La plateforme RH
- Dialogue Sénart Val de Seine (D.S.V.S.)

Plateforme RH

Apporter une compétence spécifique à l'entreprise : la R.H

- Externaliser ce service

- Mettre en place les bonnes pratiques – les gérer ?
- Etablir un plan de formation pour l'entreprise, pour le territoire
- Encourager et faciliter la formation du chef d'entreprise et des salariés
- Diffuser le dialogue social au sein de l'entreprise
- Coller au plus près des besoins
- Participer à l'observation locale

L'entreprise participe à son fonctionnement.

Mettre en place, localement, des outils d'accompagnement

Dialogue Sénart Val de Seine

Une expérience originale en Ile de France : produire du dialogue social sur et avec un territoire

Un partenariat représentatif

Un travail collaboratif

Les outils de la fidélisation salariale

Diffuser le dialogue social territorial

Aider l'entreprise à se projeter (le développement passe par le développement des compétences, le repreneur est peut-être parmi les salariés, rester compétitif entre la grande entreprise et le service public...)

Aider l'entreprise à se fédérer avec d'autres entreprises et organiser l'interface avec ses partenaires (tickets restaurant, chèques vacances, mutuelle...).

Sensibiliser et préparer aux enjeux du dialogue social au sein de l'entreprise.

Remettre l'humain au centre du projet d'entreprise

Mettre en réseau les TPE pour les rendre aussi compétitives que les grandes entreprises

Les lignes bougent.

- ❖ L'emploi n'est pas un paramètre isolé dans l'océan des choses qu'il convient de faire.
- ❖ Les solutions à déployer ne sont plus l'exclusif des élus : un choix partagé avec toutes les parties prenantes
- ❖ Les territoires doivent davantage se responsabiliser et ne peuvent plus attendre de solutions extérieures.
- ❖ Tous les acteurs doivent se responsabiliser (ex. le retour à l'emploi passe par un changement de compétences)
- ❖ Une vie professionnelle = des compétences sans cesse renouvelées (formation tout au long de la vie)
- ❖ Les acteurs de l'emploi sont légitimes pour parler de développement économique
- ❖ La force de l'observation (c'est déjà le début du travail collaboratif).
- ❖ L'entrepreneur ne peut rester seul
- ❖ La R.H. doit redevenir le centre de l'entreprise (la vraie valeur ajoutée !).
- ❖ Malgré les apparences, il faut aider l'entreprise à s'inscrire dans la durée !